

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 12 décembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 20 décembre 2024

L'an deux mille vingt quatre, le dix neuf décembre , à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – Mme RASAMOELY – Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme BAYRAM – Mme CAYOUX - Mme HENRY - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TORRES – M. JOLIVET – Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – M. BALABAN -

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. RAMBAUD à Mme TORRES
- M. KHALID à Mme HENRY
- M. BARAY à Mme HEUGUES
- M. TOUANE à M. DEMAUMONT
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme LOISEAU à Mme PASCAUD

ABSENTS ET EXCUSES :

- M. BA
- M. TAVARES
- Mme PRIEUX

ABSENTS :

- Mme PERIERS

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme CAYOUX

OBJET :
**Mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire des agents de la
filière de police municipale**

OBJET :
**Mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire des agents de la
 filière de police municipale**

Directeur de secteur : SURIEU Laurence

Service : Ressources Humaines

Affaire suivie par : SURIEU Laurence

Mme Heugues : A ce jour, le régime indemnitaire des agents municipaux relevant de la filière de la police municipale est ainsi fixé :

- **Pour le cadre d'emploi de chef de police municipale** (1 agent) : perception de l'ISFM (Indemnité spéciale mensuelle de fonctions) à hauteur de 30% du traitement mensuel brut (hors SFT) soumis à retenue pour pension et de la NBI ;
- **Pour le cadre d'emploi des agents de police municipale** (6 agents) :
 - o perception de l'ISFM à hauteur de 20% du traitement mensuel brut (hors SFT) soumis à retenue pour pension et de la NBI et
 - o perception de l'IAT (Indemnité d'administration et de technicité) : montant de référence annuel fixé par arrêté ministériel x nombre d'agents d'un grade ou d'une catégorie, au coefficient maximum de 8.

Dans un double souci d'harmonisation avec le R.I.F.S.E.E.P. dont bénéficient les autres catégories d'agents territoriaux et d'attractivité de ces métiers en tension, le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 est venu, après plus d'un an de concertations, instituer un nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale : l'I.S.F.E. (indemnité spéciale de fonction et d'engagement).

L'I.S.F.E. pouvait être adoptée par délibération à compter du 29 juin 2024, et les collectivités sont en tous les cas tenues de le mettre en œuvre au 1er janvier 2025, date à laquelle l'IAT et l'ISFM sont supprimées

Cette nouvelle indemnité est composée d'une part fixe et d'une part variable.

La part fixe, versée mensuellement, est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant, dans la limite des taux suivants :

- 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
- 30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale ;

La part variable tient compte de l'engagement et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant, qui détermine également les montants plafond de la part variable, dans la limite des montants annuels suivants :

- 7 000 euros pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
- 5 000 euros pour le cadre d'emplois des agents de police municipale .

La part variable peut être versée mensuellement dans la limite de 50% du plafond défini par l'organe délibérant.

Elle peut être complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

A noter qu'un dispositif de sauvegarde a été prévu afin de garantir le maintien du montant indemnitaire mensuel perçu dans le cadre du régime indemnitaire antérieur.

Aussi, l'I.S.F.E est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- Des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.) ;
- Des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail.

Sur ces bases, il convient de déterminer les modalités de mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire des agents de la filière de police municipale à compter du 1^{er} janvier 2025 en fixant :

- Le taux applicable au montant du traitement pour la mise en œuvre de la part fixe, dans la limite de 30% pour les agents relevant du cadre d'emploi des agents de police municipale, et de 32% pour le cadre d'emploi des chefs de service de police municipale ;
- Les montants plafonds de la part variable, dans la limite de 5 000€ par an pour les agents relevant du cadre d'emploi des agents de police municipale, et de 7 000€ par an pour le cadre d'emploi des chefs de service de police municipale ;
- Les critères d'appréciation de l'engagement et de la manière de servir pour la mise en œuvre de la part variable ;
- Les modalités de versement de la part variable, dont 50% du plafond peuvent être versés mensuellement.

Compte-tenu :

-de la nécessité de reconnaître la spécificité des missions effectuées au quotidien par les agents de la police municipale et d'offrir des conditions d'emploi attractives pour les cadres d'emplois concernés ;

-des modalités de versement du régime indemnitaire actuel des agents de la filière de la police municipale ;

Il est proposé :

- De retenir les modalités et conditions d'attribution suivantes de l'ISFE :

| Cadres d'emplois | Part fixe (dans la limite des taux suivants) | Part variable (dans la limite des montants suivants) |
|------------------------|--|--|
| Chefs de service de PM | 32% | 7 000€ |
| Agents de PM | 30% | 5 000€ |

- De préciser que la part variable de l'ISFE tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent, appréciés à partir des résultats obtenus de l'ensemble des indicateurs définis pour évaluer la manière de servir inscrits dans la grille du compte-rendu professionnel applicable à l'ensemble du personnel municipal, à savoir :

| | |
|---|--|
| Participer, collaborer, s'impliquer dans les missions de service public | Comprendre le fonctionnement des collectivités et leurs spécificités |
| Avoir le sens du travail en équipe et savoir travailler en transversalité, savoir communiquer et adapter sa posture | Savoir s'adapter aux changements et aux aléas |
| Avoir un relationnel de qualité avec les usagers et les partenaires | Respecter les délais, savoir s'organiser et suivre son travail |
| Respecter les consignes et leur mise en oeuvre | Savoir faire preuve d'autonomie à bon escient |
| Rendre compte | Savoir prendre des initiatives appropriées |

Pour les agents ayant des fonctions d'encadrement :

| | |
|---|---|
| Savoir déléguer | Savoir porter une attention particulière à la transmission des savoirs et à la formation des agents |
| Savoir mobiliser | Savoir dialoguer, communiquer, négocier et être à l'écoute |
| Savoir développer le potentiel des collaborateurs | Savoir prévenir, gérer et arbitrer les conflits |
| Savoir s'organiser, piloter et suivre ses dossiers | Savoir prendre des décisions |
| Savoir fixer des objectifs cohérents et rendre compte | |

Ainsi, la part variable étant déterminée par la manière de servir de l'agent, elle n'est pas automatiquement reconductible d'une année sur l'autre.

Les critères retenus dans le compte-rendu professionnel d'évaluation se traduiront dans le montant déterminé individuellement par voie d'arrêté de l'autorité territoriale.

- De préciser que 50% du plafond de la part variable de l'ISFE retenu dans la présente délibération seront versés mensuellement, et qu'un complément pourra être versé annuellement, à l'issue de la campagne d'évaluation, sans que la somme de ces versements ne dépasse ce même plafond.

Il est précisé que cette délibération a été présentée au CST du 19 décembre 2024 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

Vu le Code général de la Fonction publique, notamment ses articles L714-4 et L714-13 ;

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°2015-1718 du 23 décembre 2015 relative à la fonction publique territoriale ;

045-214500688-202401245452024_126.pdf

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des gardes champêtres ;

Vu la délibération du 17 décembre 2012 relative à la mise en place d'un nouveau régime indemnitaire ;

Vu l'avis du CST en date du 19 décembre 2024 ;

Considérant la nécessité d'attribuer un régime indemnitaire aux policiers municipaux qui exercent leurs missions au sein de la collectivité ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'instaurer l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) à compter du 1^{er} janvier 2025 au bénéfice des fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant des cadres d'emplois suivants :

- cadre d'emploi des chefs de service de police municipale ;
- cadre d'emploi des agents de police municipale.

ARTICLE 2 : MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION :

L'ISFE est composée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

| Cadres d'emplois | Part fixe : taux individuel applicable au montant du traitement soumis à retenue pour pension | Part variable : montant maximum annuel |
|------------------------|---|--|
| Chefs de service de PM | 32% | 7 000€ |
| Agents de PM | 30% | 5 000€ |

La part variable de l'ISFE tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent, appréciés à partir des résultats obtenus de l'ensemble des indicateurs définis pour évaluer la manière de servir inscrits dans la grille du compte-rendu professionnel applicable à l'ensemble du personnel municipal, tels que précisés ci-dessus.

Les critères retenus dans le compte-rendu professionnel d'évaluation se traduiront dans le montant déterminé individuellement par voie d'arrêté de l'autorité territoriale.

L'ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, sauf :

- les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) attribuées dans les conditions fixées par le décret du 12 juillet 2001 susvisé ;
- les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé ;

Le régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement de base pendant les périodes de congés maternité, paternité ou d'adoption, sans préjudice de leur modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent.

Il suit le sort du traitement en cas de maladie ordinaire (maintien pendant 3 mois et abattement de 50% après 90 jours).

En cas d'arrêt de travail survenu suite à un accident du travail, l'ISFE est maintenu pendant les 3 premiers mois, puis supprimé.

En cas de congés longue maladie et congés de longue durée, l'ISFE est suspendu.

L'agent en temps partiel thérapeutique voit son régime indemnitaire proratisé en fonction du pourcentage de temps partiel réalisé.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT :

- la part fixe de l'ISFE est versée mensuellement.
- la part variable de l'SFE est versée mensuellement dans la limite de 50% du plafond déterminé par la présente délibération. Un complément peut être versé annuellement, à l'issue de la campagne d'évaluation, sans que la somme de ces versements ne dépasse ce même plafond.

ARTICLE 4 : CLAUSE DE SAUVEGARDE :

Lors de la première année d'application de l'ISFE, si après application des 2 parts, le montant indemnitaire perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout autre versement à caractère exceptionnel, le montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage fixé par la présente délibération.

ARTICLE 5 : REVALORISATION DES MONTANTS DE REFERENCE :

Les montants de référence servant de base au calcul de l'ISFE sont automatiquement revalorisés en cas de modification de la réglementation afférente.

ARTICLE 6 : BUDGET :

Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget 2025.

ARTICLE 7 : EXECUTION :

La Direction générale des services est chargée de l'exécution de la présente délibération.

| | | |
|---|----|--------------|
| Nombre de membres en exercice | 33 | |
| Nombre de membres présents ou représentés | 29 | |
| Votes pour | 28 | |
| Votes contre | 0 | |
| Abstention | 1 | - M. Jolivet |

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

POUR LE MAIRE EMPECHE, PAR SUITE EN CAS
LA 1^{ère} ADJOINTE



Pour extrait certifié, conforme,
Le Maire,

Franck DEMAUMONT

Mme Marie-Madeleine HEUGUES